

La centralité du travail

Author : Edith Fuchs

Categories : [Eco](#), [Revue Mezetulle](#)

Date : 14 mai 2013

A propos de l'ouvrage de Martine Verlhac *Pour une philosophie du travail* (Alterbooks, 2012)

Ce n'est pas parce qu'on rejette l'horrible « *Arbeit macht frei* » qu'on doit tomber dans la polémique illusion du « droit à la paresse » : dans *Pour une philosophie du travail* (alterbooks, 2012), Martine Verlhac propose de reprendre à nouveaux frais les analyses du travail.

Or, les travaux de la clinique, avec Christophe Dejours par exemple, qui ont fort heureusement fini par populariser l'idée de « souffrance au travail », ne doivent pas conduire à croire qu'on pourrait en finir avec toute souffrance quand on s'adonne à un travail, même quand celui-ci est mesure de son propre accomplissement et non pas de son asservissement. Il y a une amphibologie du travail dont la méconnaissance expliquerait les diverses erreurs que l'essai s'attache à démanteler, qu'il s'agisse de dévaluer l' « animal laborans » comme le fait Arendt, ou de prophétiser gaiement la « fin du travail ».

Il faut rendre la question du travail à la politique pour lui octroyer la place centrale qui est la sienne. Ce faisant, la rend-on à la philosophie ? telle est la question que soulève Martine Verlhac.

« Le travail n'a pas commencé d'être au temps qu'il a commencé d'être connu », écrit Martine Verlhac, s'inspirant de ce que Pascal écrivait à propos du vide. Elle entend par là donner congé à tous ceux selon lesquels le travail serait une invention moderne, destiné donc à disparaître avec l'entrée dans la post-modernité. Or l'essai montre avec précision combien, annoncée ou désirée, cette prétendue « fin du travail » consiste en illusions, nourries de préjugés et d'erreurs.

Le préjugé général, apte à fleurir en plusieurs variations, déprécie tout travail : fabriquer des objets de satisfaction, directe ou non, des besoins, serait tout autant dévalorisant que travailler en vue d'un salaire, dès lors que ce dernier est recherché pour permettre l'acquisition de biens aptes à satisfaire les exigences de la vie.

Dans l'ensemble de son essai, l'auteur propose de ranger quantité d'auteurs fort divers sous l'unité d'un préjugé de ce genre : Dominique Méda ou Gorz, Arendt ou Ehrenberg fournissent ainsi, chacun de façon saisissante, un avatar spécifique de la dévaluation du travail.

Quant à l'erreur qui nourrit l'illusion de la « fin du travail », elle engage le centre même de cet ouvrage puisqu'il s'agit des rapports entre la question du travail et la politique. En général, tous ceux qui ont écrit sur le travail ont tenu que ce dernier ressortit à l'ordre de l'économie et que, par ce biais, se trouve engagée la question des rapports sociaux. Ainsi personne ne nie, qu'il soit en proximité ou en hostilité avec Marx, que la notion de « division sociale » du travail a un sens, qui ne

se confond nullement avec celui de la division technique des tâches.

Exclure le travail du champ proprement politique : là gît, selon Martine Verlhac, l'erreur fondamentale ; en cette erreur se cacherait la source des difficultés et impasses auxquelles se heurtent les rares écrits consacrés à la question du travail. On voit aussitôt combien, dans cette hypothèse, il devient nécessaire d'affronter Arendt ! L'auteur se livre à un très substantiel exposé critique de la façon dont Arendt rejette le travailleur vers l'« *animal laborans* » pour, inversement, glorifier un mythique « don de l'action ». Or, l'action selon Arendt, on le sait, est l'action politique effectuée en commun par des égaux, habités d'un libre esprit d'initiative. Personne n'aura sans doute davantage creusé l'abîme entre le travail et le politique que l'auteur de la *Condition de l'homme moderne*.

On voit bien que Martine Verlhac devait s'adonner à un moment réfutatif, et il est conduit avec beaucoup de fermeté ; la contrepartie positive plaide Pour une philosophie du travail, et prend le risque de l'aventure, puisque la question du travail est largement délaissée par la philosophie.

Dans les productions récentes, la référence tant à Heidegger qu'à Arendt pèse soit pour déprécier radicalement le travail, comme il vient d'être rappelé - soit pour l'ignorer en tant que supposé fait empirique, extérieur à la philosophie, si celle-ci exige de ne se consacrer qu'à l'Être et à son « oubli ». D'un autre côté, la référence à Marx autant qu'à son « dépassement » pèse pour arrimer le travail à l'intérieur du champ de l'économie. Martine Verlhac écrit donc un plaidoyer philosophique qui en appelle à une philosophie du travail : ce faisant elle montre, fidèle en ce sens à Georges Canguilhem, combien la philosophie a besoin de puiser dans ce qui n'est pas elle.

En s'informant sérieusement des travaux contemporains de sociologie, comme de ceux de la clinique, elle ouvre la voie à une double tâche dont elle esquisse largement les orientations possibles.

D'une part, les apports de ces recherches positives viennent nourrir une anthropologie à même de défendre l'idée d'une « centralité du travail ». « Centralité » veut dire que le travail est inhérent à l'humaine condition, de sorte qu'une configuration sociale doit être jugée selon sa capacité à faire valoir cette essentialité. De ce point de vue, l'auteur accorde une large place aux travaux de C.

Dejours.

Mais ce faisant, il apparaît nécessaire de saisir quelles vues philosophique animent implicitement des travaux extra-philosophiques. A ce titre, le grand mérite de Martine Verlhac consiste à souligner que jamais les contradictions du travail ne sauraient être levées - raison pour laquelle, justement, le travail, selon elle, relève de la politique.

Sans doute, étant donné la richesse que l'auteur est parvenue à concentrer dans ce bref volume, n'a-t-elle pu tout développer ; sans doute aussi, et c'est le grand intérêt de ces pages, beaucoup d'aspects de sa pensée sont-ils encore en chantier, de sorte que le passage qui conduirait de la nécessité de penser politiquement le travail à celle d'une philosophie du travail demeure problématique.

Quoi qu'il en soit, le projet de ne pas s'écarter de l' « amphibologie » du travail semble constituer un fil particulièrement fécond et c'est la méconnaissance de cette amphibologie qui grève beaucoup de travaux positifs.

Ainsi, si le salariat est une forme d'exploitation qui, inévitablement, consacre la « souffrance au travail », la souffrance pour autant ne disparaîtrait pas dans d'autres formes d'organisation. Il y a bien toujours angoisse, peine, effort, risque, à accomplir un travail. Mais que serait une vie d'homme qui se passerait à bailler aux corneilles - et à ne faire que « consommer » ? Le travail, affirme Martine Verlhac, est condition « ontologique » d'accomplissement humain. Le reconnaître, n'est-ce pas reconnaître que, même dans ce travail contraint qu'est le travail salarié, gît nécessairement le propre de l'humaine condition, c'est-à-dire ce qui est « invisible » et par là non-« évaluable » selon les mots de Dejours ? En ce point, l'auteur croise, si on peut dire, les critiques de l'évaluation prises tant à Lordon, l'économiste qu'à C. Dejours, le clinicien, ce qui conduit à devoir affronter aussi bien Marx que ses « dépassements ».

Pour une philosophie du travail soutient donc une vaste ambition : s'il y a bien quelque chose de programmatique dans ce plaidoyer, Martine Verlhac parvient à offrir un vaste tableau critique de l'état de la question tout en faisant beaucoup plus qu'indiquer les voies d'une réflexion ultérieure qu'elle ne manquera pas de livrer bientôt.

1 - Voir la [présentation et les autres articles d'Edith Fuchs](#) dans la revue *Mezetulle*.

2 - Voir l'article de Martine Verlhac [Suicides au travail : le tournant gestionnaire et le déficit philosophique](#) (oct. 2009).